

éditorial

Soyons hardis, ne changeons rien !

Le pays ne veut plus du collège unique.¹ Pourtant, dans sa conférence de presse du 5 avril dernier, le ministre maintient l'ambition républicaine. Bravo. Jack Lang veut « *construire un collège pour tous qui soit un collège pour chacun* ». Tous et chacun. Peut-on faire plus consensuel ?

Les cinquante et une pages de sa conférence de presse ont été construites avec le souci de maintenir le cap initial. C'est décidé, on ne reviendra pas sur le principe du collège unique. Très bien.

À la lecture du texte, une double impression domine : on veut faire du neuf, on ne veut déranger personne. Tant d'habileté impressionne. On en vient à se demander pourquoi il a fallu attendre si longtemps avant de trouver les bonnes réponses...

Il reste juste une petite question. Les mesures annoncées sont-elles vraiment de nature à dépasser la contradiction qu'il y a à agir en faveur de la réussite individuelle et à la vouloir pour tous ? Ne sommes-nous pas là en présence d'un ensemble destiné à faire illusion par refus de traiter l'essentiel : la recherche des conditions d'une promotion collective ?

Le document annonce des dispositions qui voudraient impressionner les esprits par leur modernité. En même temps, il témoigne d'une volonté de continuité qui donne au discours sa vraie tonalité : faire du neuf avec du même. La principale innovation annoncée rappellera quelque chose aux plus anciens de nos lecteurs. L'affaire remonte au milieu des années 70 et portait un autre nom que celui - fort alléchant - dont est affublée la nouveauté : on parlait plate-ment alors de 10 %. Il faudra dire désormais « itinéraires de découverte ».

● De quoi s'agira-t-il ?

Deux des vingt six heures du plan de travail des collégiens de 5^{ème} et de 4^{ème} (à présent « cycle central » du collège) seront consacrées à des activités permettant « *une approche interdisciplinaire* » visant à « *valoriser le travail autonome sur des projets* » et à « *favoriser le travail en équipe* ». Que des bonnes intentions ! Tant d'audace fait frémir. Il est vrai que

¹ Que 73 % des enseignants de moins de 35 ans soient de cet avis suffit à témoigner de cette évidence.

L'initiative est tempérée par des précautions qui montrent le sérieux des promoteurs. Citons-en deux, essentielles :

- « les réalisations issues de ces itinéraires feront l'objet d'une évaluation qui sera l'une des composantes du futur brevet d'études fondamentales »
- « (les itinéraires) devront permettre de préparer de la manière la plus positive l'orientation à la fin de la classe de 3^{ème} »

Ces mesures rassureront quant au sens des responsabilités de ceux qui les envisagent. Après avoir affirmé que « les itinéraires de découverte permettront de lutter contre l'ennui ou plutôt contre l'absence de motivation » après avoir posé le principe (qui fait joli) selon lequel « il faut ménager des espaces de liberté », l'affaire est ramenée à son vrai niveau : une activité de type scolaire encadrée comme toutes les autres par des pratiques forcément normatives ; nous sommes loin de la logique d'une pédagogie de projet qui ne peut fonctionner que si le collégien bénéficie d'un véritable statut d'acteur et que si la sanction de la production a une dimension sociale.

● Le nouveau dispositif obéit à une logique impeccable.

1. La classe de 6^{ème} prolongera le CM2 « les collèges devront, durant les premières semaines de l'année scolaire, organiser l'intégration des élèves » ... « au-delà de la période d'accueil (il faudra) accompagner l'élève dans son travail personnel et inventer de nouveaux modes d'organisation. »
2. Le cycle central verra cohabiter les enseignements obligatoires et les itinéraires de découverte
3. La classe de 3^{ème} prend sa place comme palier d'orientation.

Le ministre a raison de parler de construction : l'ensemble ressemble à un meccano. Tout est prévu ; aucune pièce ne manque au puzzle.

L'intention générale est très clairement exprimée dans ces deux paragraphes (page 9 de la version longue) :

« 1. Pour répondre à ces exigences, il me paraît nécessaire de proposer au collégien un véritable parcours de formation qui concilie les exigences pour tous et la pluralité des itinéraires pour les atteindre. Il faut ensuite dégager les pistes pour mieux prendre en compte les situations d'hétérogénéité qui caractérisent le collège : hétérogénéité des niveaux mais aussi des comportements.

2. Pour mettre en œuvre cette politique, il est nécessaire d'articuler étroitement une autonomie pédagogique et financière

accrue des établissements avec un pilotage clair, ferme et continu de l'autorité tant ministérielle que déconcentrée ».

Dans chacun de ces deux paragraphes, un verbe a été choisi pour donner le ton. Dans le premier, on veut « concilier » deux impératifs : les mêmes exigences pour tous (voilà pour l'idéal républicain) et une pluralité d'itinéraires (voilà pour le réalisme scolaire). Qui croit vraiment qu'on pourra trouver un point d'équilibre entre ces deux exigences ? Dans le second paragraphe, on veut « articuler » le centre et la périphérie à l'aide, là aussi, d'une pirouette sémantique qui laisse croire que « l'autonomie pédagogique » (des établissements) s'accommode facilement d'un « pilotage clair, ferme et continu » (par les autorités).

Le parti-pris de compromis l'emporte complètement. S'il y a problème, c'est nécessairement - nous dit-on ici - parce qu'on ne s'y prend pas bien et non en raison de divergences d'intérêt, qui feraient penser à une vulgaire « lutte des classes ». Non, affirme-t-on, la crise n'est pas une crise sociale, non, il n'y a pas lieu de poser la question de savoir à quelles conditions les collégiens pourraient tous défendre leurs positions qui sont forcément contradictoires les unes des autres dans un univers (le collège) enfin attentif à prendre acte des forces qui dessinent le profil de la sociologie des années qui viennent. Au lieu de quoi, on reprend inlassablement les recettes qui n'ont jamais marché, par exemple celles d'une évaluation supposée unifier les publics ou d'une gestion encore et toujours appuyée sur les faux-semblants de la délégation dont tout le monde sait pourtant qu'elle ne permet pas cette éducation tant espérée. On a du mal à imaginer que cette réforme suffira à désactiver la crise.

Pourquoi tant de pessimisme, demandera-t-on ? Simple-ment parce que les nouvelles dispositions durciront le projet actuel qui est - il faut le rappeler - d'asseoir l'école sur le principe de la réussite individuelle.

De la promettre à tous ne change rien à notre dénonciation de ce choix.

Jean-Pierre BÉNICHOU